

10^c. Journal du Lot 10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes.....	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements.....	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace).....	50 cent.
RÉCLAMES (— d° —) 3 ^e page.....	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Bethmann donne un démenti à Guillaume. — Les dévastations du Nord. Un plan inexorable... accompli même à l'heure où le Boche levait les bras! — Vers l'expiation. Les Alliés sont en Allemagne. La « bonne manière »! — L'heure difficile pour les Neutres : en Espagne et en Suisse.

Suivant la peur, Guillaume a essayé d'esquiver les responsabilités de la guerre qu'il a déclenchée en 1914. Ce sinistre assassin poussa même le cynisme jusqu'à déclarer avoir tout ignoré des préparatifs de Vienne... et de Berlin! L'étais parti, dit-il, pour une croisière innocente sur les côtes de Norvège et ce sur les conseils du chancelier. Mon absence devait être favorable à la paix....

Bethmann-Hollweg a trouvé que le Menteur dépassait les bornes. Il protesta dans une interview que publie la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

M. de Bethmann-Hollweg, dit ce journal, proteste énergiquement contre l'assertion du Kaiser rapportée par M. Wegener et suivant laquelle, immédiatement avant la guerre, il fut envoyé faire une croisière dans les eaux norvégiennes afin de ne pas être mêlé aux événements qui ont déclenché le conflit mondial. L'ancien chancelier nie absolument que tel ait été le but du voyage de Guillaume II.

En termes polis, mais nets, l'ancien chancelier dit à Guillaume : Vous en avez menti, c'est bien vu qui avez préparé le conflit.

L'interview était inutile. Le monde sait bien que tous les partis allemands, Kaiser et chancelier en tête, ont voulu une guerre que l'on espérait devoir être courte et fructueuse.

Les événements ont mal tourné, c'est à qui maintenant tirera son épingle du jeu.

Inutile, l'Allemagne tout entière responsable expiera le crime abominable.

Quant au Kaiser, il faudra bien que la Hollande le livre aux Alliés sous peine de se faire son complice !...

Un journaliste italien vient de publier, dans le *Corriere della Sera*, sous le titre « Les crimes des Allemands à Lille », le récit émouvant d'une visite qu'il a faite dans les régions dévastées du nord.

Sur ce chapitre, il est difficile de trouver de l'indignité. Les horreurs accumulées par les Barbares ont été si souvent décrites qu'il semblait impossible de trouver quelque chose qui pût accroître notre haine sacrée contre le peuple maudit. Pourtant, le récit du journaliste italien offre un intérêt spécial. Il prouve, par des faits et des dates, que l'ennemi a obéi à un plan méthodique, ce que l'on savait déjà, mais aussi qu'il poursuivait la série de ses infamies au moment même où il implorait un armistice.

Ainsi, même quand il était vaincu, le Barbare a tenu à achever l'annexionnement de nos usines et de nos mines, afin de supprimer, pour l'avenir, la concurrence économique.

Le pays minier est « mort ». Dans certaines régions le dommage semble irréparable. « Beaucoup de puits ont été minés, de telle sorte qu'ils demeurent obstrués, et les torrents d'eau contenus dans les couches supérieures du terrain se précipitent dans la mine en les noyant. Il faudra non moins de cinq ans pour que quelques-uns des bassins carbonifères, abandonnés par les Allemands, recommencent à donner quelque rendement ; mais on prévoit qu'aucune mine ne pourra jamais plus rétablir sa production normale. »

Quant aux usines il n'en existe plus une seule. Toutes ont été scrupuleusement vidées de leurs machines. Quand l'ennemi n'a pu emporter l'outillage il l'a sauvagement détruit à coups de bombes.

Ainsi s'éclaircit le but précis des Boches. Ne pouvant voler nos provinces, ils ont en pour mot d'ordre de ruiner totalement les régions qu'ils étaient obligés de nous rendre afin d'arriver à une inexorable et inéluctable toute puissance économique.

L'Allemagne espérait nous anéantir à jamais, elle s'est trompée. Les crimes innombrables ont laissé des

blesures qui ne se fermeront pas. « Tous les pays libérés sont une seule plaie qui crie vengeance.... »

Déjà l'expiation commence. Toutes les troupes alliées sont en terre allemande et progressent vers le Rhin. Les Belges ont pénétré à Aix-la-Chapelle, les Anglais à Trèves. Dans les deux villes la population ennemie observa tout d'abord une attitude hautaine ou indifférente. Brusquement, disent les télégrammes adressés aux grands quotidiens, l'attitude des Boches se modifia. On vit les hommes saluer obséquieusement les officiers et les femmes descendre du trottoir pour leur céder le pas.

C'est que le colonel belge Gracia, commandant les troupes d'occupation d'Aix-la-Chapelle, venait de faire afficher un ordre prévenant les habitants :

1° Que dix notables avaient été pris comme otages, répondant de la tranquillité de la ville et qu'ils seraient tous les jours changés ; 2° que les habitants avaient jusqu'au soir, cinq heures, pour déposer toutes armes dont ils seraient en possession, dans un lieu désigné ; 3° que passé ce délai, toute personne trouvée en possession d'une arme quelconque serait immédiatement fusillée.

L'affiche précisait aussi, sans aucune forme de procès, qu'il en serait de même de toute personne qui ferait mine de s'opposer aux ordres du commandant des troupes d'occupation ; que toute circulation devait cesser dans la ville, de sept heures du soir à sept heures du matin, et enfin que tous les civils, sans exception, devaient saluer les officiers et descendre des trottoirs à leur approche.

Les habitants d'Aix-la-Chapelle se sont empressés d'obéir à ces ordres qui semblent une réplique de ceux de von Bissing.

Voilà la bonne manière. Les brutes allemandes ne comprennent que la force, il faut éviter, sans doute, toute mesure de vexation mesquine, mais il est bon qu'on prouve aux Barbares que la Force est désormais du côté des Alliés ; que, seuls, ils commandent aujourd'hui. Quelques années de ce régime convaincront l'Allemagne qu'elle ne peut éviter le désastre total qu'en s'inclinant sans restriction devant les conditions que l'Entente va lui imposer.

La situation est très tendue en Espagne. Le ministère a dû démissionner. Les difficultés au milieu desquelles se débattaient nos voisins sont une suite inévitable de la guerre.

Méconnaissant ses intérêts, l'Espagne a voulu conserver une neutralité de pure façade ! Ce n'est un secret pour personne que si nous avions des amis, au-delà des Pyrénées, la majorité des Espagnols, habilement travaillés par les agents Boches, étaient hostiles à l'Entente. Aujourd'hui encore, certains journaux poursuivent une campagne haineuse qu'on ne saurait négliger.

Le *Debate* déclare que l'Allemagne n'est pas battue !

L'ABC qui fut toujours germanophile enragé, redoute « une paix empoisonnée par la rancune ».

La *Tribuna* est désolée d'assister « au triomphe du chauvinisme français, du navalisme anglais et de l'impérialisme américain ». Pour ce singulier journal, les pangermanistes désintéressés sont de nobles victimes !

Quelques autres feuilles encore, à la solde de Berlin, distillent leur venin contre les Alliés. Voilà ces derniers avertis. Ils sauront se souvenir en temps voulu.

Pour l'instant, le résultat le plus clair de cette campagne maladroite est de couper en deux la péninsule. Hautement les amis de l'Entente déclarent que l'intérêt du Pays exige une alliance avec l'Angleterre et la France.

La question est posée par nos voisins eux-mêmes. Il faudra la solutionner. L'heure de la neutralité a pris fin. Il faudra être du côté du Droit ou... de l'autre. Si l'Espagne se décide pour la seconde solution, elle va au suicide !

C'est bien ce que comprennent les journaux de Genève qui mènent une ardente campagne contre les deux conseillers fédéraux, MM. Muller et Schulthess, qui, pendant quatre ans,

ont intrigué en faveur de Guillaume.

M. Muller qui devrait — selon les règles suivies à Berne, — être Président de la Confédération en 1919, persiste à travailler pour ses amis allemands. Cette attitude déchaîne dans toute l'Helvétie une colère qui trouve un écho dans la presse ententophile. Avec raison, ces journaux signalent au pays le danger d'une pareille conduite. C'est, pour la Suisse, l'isolement lors des futurs règlements économiques qui interviendront pour les nations de l'Europe.

Les Suisses amis des Alliés, qui sont l'immense majorité, ne veulent pas que leur patrie souffre de l'inconcevable attitude de quelques germanophiles passionnés. Ils seront entendus. Il n'est pas admissible de croire que la Suisse, terre rêvée de la Liberté, laisse deux chefs aveugles compromettre l'essor du pays.

Là, comme en Espagne, il faudra être avec ou contre le bloc de l'Entente. Le choix de la Suisse n'est pas douteux. Dans son intérêt, l'Espagne agira sagement en marchant dans la seule voie qui puisse assurer son indépendance et sa prospérité. Il n'est que temps !

En tout cas, les journaux de Madrid qui poursuivent leur campagne haineuse font une besogne détestable pour leur pays. Quand un peuple s'est réfugié, pendant quatre ans, dans une neutralité... pleine de profits, il est disqualifié pour essayer de donner des conseils aux nations qui ont défendu la Justice et la Liberté en sacrifiant des millions d'hommes et leurs intérêts matériels !...

A. C.

Nous publierons samedi un article de notre distingué collaborateur D. A. F. sur « L'Autriche et les Balkans ».

ILS RENDRONT GORGE

M. Mirman, commissaire de la République à Metz, adresse aux Allemands restés en Lorraine une proclamation dans laquelle il déclare :

« Je repousse aujourd'hui vos acclamations hypocrites. Je vous estimerais davantage silencieux et tristes, portant avec dignité le deuil de vos monstrueuses chimères. »

« Je ne vous demande, je n'exige de vous qu'une chose : le respect de la France et de ses lois. Quiconque s'aviserait de troubler l'ordre serait châtié. Ceux d'entre vous qui se conduiraient en honnêtes gens ne seront point molestés, et s'il arrivait qu'ils fussent ils seraient contre quiconque protégés par moi, au nom de la République. Aucun de vous ne sera inquiété pour avoir manifesté publiquement dans le passé sa joie des succès éphémères d'hier, sa tristesse des désastres définitifs de sa patrie. »

Mais pour ceux qui auraient participé à quelque crime, il en va autrement :

« A) Toute vente d'objets appartenant à des sujets français ou alliés, effectuée sans le consentement de ceux-ci, est nulle de plein droit ; les objets acquis ainsi doivent être, dans un délai de 24 heures, restitués au propriétaire dépossédé ou à son représentant, ou, à défaut, au maire ; passé ce délai, le détenteur desdits objets sera poursuivi sous l'inculpation de vol. Tous droits du propriétaire à dommages-intérêts sont d'ailleurs réservés. »

« B) Tout détenteur d'objets envoyés du front et provenant de pillage devra, dans les 24 heures, les remettre au maire qui en donnera un reçu. Passé ce délai, la responsabilité du recréateur serait gravement accrue. »

« C) Tous ceux qui, après enquête régulière et contradictoire, seront convaincus d'avoir, soit par excitation, soit par dénonciation, soit par voie d'exécution, participé à des sévices exercés sur un Français ou un allié de la France, notamment sur un blessé, un prisonnier, un civil évacué, seront immédiatement arrêtés et châtiés conformément à la loi : Ce sera justice ! »

M. Mirman termine en disant que tous les fonctionnaires demeureront à leurs postes jusqu'à ce que, pour chacun d'eux il en ait décidé autrement.

INFORMATIONS

M. Poincaré et le gouvernement en Alsace-Lorraine

Le programme du prochain voyage que fera en Alsace et en Lorraine le Président de la République avec les membres du gouvernement et les représentants des deux Chambres, est à peu près arrêté. En voici les grandes lignes :

M. Poincaré quittera Paris samedi prochain 7 décembre, dans la soirée, par train spécial, avec les membres du gouvernement. Un second train spécial emmènera les membres du corps diplomatique de l'Entente et les bureaux du Sénat et de la Chambre des députés. La première visite sera pour Metz, à qui le Président consacra une partie de la journée du dimanche 8.

Toute la journée du 9 sera consacrée à la ville de Strasbourg. Une grande revue des troupes est prévue, en présence des maréchaux Foch et Pétain, du général de Castelnau, des généraux commandants d'armées et des gouverneurs militaires.

Le 10, le Président de la République, les ministres, le corps diplomatique et les présidents des Chambres visiteront Colmar et Mulhouse, d'où il regagneront Paris par Belfort. Les autres invités rentreront directement de Strasbourg à Paris.

Retour de Londres

M. Clemenceau, président du Conseil, est rentré d'Angleterre par train spécial qui est arrivé mercredi à 5 h. 45 gare du Nord.

Sur le quai, l'attendaient MM. Pichon, ministre des affaires étrangères ; Pams, ministre de l'intérieur ; Klotz, ministre des finances, etc. Sur le quai les dames « du Bon Accueil » lui ont offert des gerbes de roses et l'ont embrassé en le remerciant. A la sortie de la gare une foule énorme a acclamé le président.

M. Wilson en France

M. Wilson s'est embarqué mardi matin pour l'Europe.

Le président Wilson débarquera à Brest dans l'après-midi du 12 décembre.

Les honneurs militaires seront rendus au chef de l'Etat américain, qui sera reçu au nom du gouvernement français par MM. Pichon, ministre des affaires étrangères ; Leygues, ministre de la marine et Tardieu haut commissaire pour les affaires franco-américaines, qui partiront de Paris la veille au soir.

La marche du train spécial amenant le président sera établie de façon à lui permettre d'arriver à Paris dans la matinée du 13.

L'ex-Kaiser ne retournera pas en Allemagne

Le gouvernement hollandais a décidé d'interdire à l'ex-Kaiser de retourner en Allemagne.

Les Boches ont peur

Le *Vorwaerts* montre des craintes très vives au sujet du projet préparé au maréchal Foch d'occuper l'Allemagne entière et d'entrer à Berlin, comme il l'a annoncé dans son dernier ultimatum, si les clauses de l'armistice concernant la livraison des wagons et des locomotives ne sont pas exécutées dans le délai fixé, qui expirait hier matin. Le journal socialiste croit que le maréchal se prépare à mettre ce projet à exécution.

Le sort de Guillaume

L'*Evening News* apprend que le Cabinet de guerre et les représentants français et italiens, absolument d'accord sur la question du châtiment qu'on se propose d'infliger à l'ex-kaiser, ont, néanmoins, décidé de ne prendre aucune mesure, en l'espèce, avant l'arrivée du président Wilson en France.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, ces trois pays sont décidés à ne pas s'arrêter à des difficultés d'ordre technique, pour faire le procès du grand criminel. Si la Hollande refuse son extradition sans le consentement allemand, on prendra des mesures pour exercer sur ce dernier une pression suffisante

pour obtenir le consentement nécessaire. Il n'y a, maintenant, aucun doute qu'une action peut être poursuivie. Les juristes des pays alliés sont d'accord sur ce point que l'ex-kaiser a commis un crime qui justifie des poursuites.

Les princes de Hohenzollern peuvent quitter l'Allemagne

Le gouvernement de Berlin a accordé à un certain nombre de princes de la famille des Hohenzollern l'autorisation de quitter l'Allemagne, sous condition de ne pas emporter leur fortune, dont l'Etat se chargera d'assurer la gestion, en attendant d'en déterminer l'emploi. Les princes ayant accepté cette offre gageront les uns la Suisse, les autres le Danemark ou la Hollande. Le prince Auguste-Guillaume, quatrième fils de l'ex-kaiser, partira pour la République Argentine dès qu'il lui sera possible.

Les voleurs restituent

Une somme de 300 millions en or, provenant du Trésor russe a été remise par les Boches aux gouvernements alliés.

D'autre part, les Boches restituent les œuvres d'art qu'ils ont volées dans les pays envahis. On estime à 2 milliards les œuvres d'art volées qui ont été déjà restituées.

Non!

Les puissances de l'Entente ont répondu négativement à la demande d'atténuation des conditions de l'armistice naval adressée par le Gouvernement allemand.

Les crédits américains aux Alliés

M. Mac Addoo a fait connaître que le montant des crédits accordés aux Alliés s'élève au total de 8 milliards 200 millions de dollars.

Les Polonais à Brest-Litovsk

La *Nouvelle Presse Libre de Vienne* annonce que les Polonais ont occupé Brest-Litovsk.

Pour les R. A. T.

Paris-Télégrammes croit savoir que le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour assurer la démobilisation de toutes les classes de la réserve de l'armée territoriale avant la fin du mois de février 1919.

Une grande partie des R. A. T. sera démobilisée en Janvier. La nouvelle sera officielle dans quelques jours.

La crise espagnole

Le ministère espagnol a démissionné. Le roi a chargé M. Romanones de constituer un nouveau cabinet.

Les Jeunes-Turcs s'agitent

La situation en Turquie paraît peu rassurante. On remarque dans Constantinople même une certaine surexcitation de l'élément turc, et des massacres sont à craindre dans l'intérieur de l'empire. Les Jeunes-Turcs restés à Constantinople forment des comités pour s'imposer de nouveau aux populations chrétiennes.

Chambre des Députés

Séance du 3 décembre 1918

En ouvrant la séance, le Président salue M. Coutant, député de la Seine, qui pendant plus de 3 ans était en captivité. M. Coutant remercie avec émotion ses collègues de l'accueil qu'ils viennent de lui faire et il raconte les souffrances épouvantables que ses compagnons et lui ont supportées dans les geôles boches.

Il affirme que les Boches ne nourrissent pas les prisonniers qui étaient obligés d'aller ramasser les débris dans les poubelles. De plus, la nuit, les prisonniers étaient concentrés dans des baraquements sur lesquels on braquait les projecteurs pour les désigner aux avions.

M. Coutant déclare qu'il ne croit pas à la sincérité des nouveaux démocrates Boches ; les Allemands doivent être frappés durement ; avoir confiance en eux serait une du-

perie. Tous les sentiments démocrates que leurs chefs manifestent sont une comédie.

M. Klotz, ministre des finances, donne connaissance des résultats actuels connus de l'emprunt. L'emprunt atteint 27 milliards 853 millions 252.000 francs ; l'argent frais s'élève à 19 milliards 720 millions 218.000 francs. C'est une grande victoire financière.

La Chambre vote un crédit de 1 milliard pour le ministre de la guerre et 10 millions pour le ministre de la marine ; ces crédits sont destinés au pécule qui sera payé aux familles des morts pour la Patrie.

Séance du 4 décembre 1918

La Chambre discute le projet sur le nouveau régime des concessions de mines. M. Perrier expose le but du projet : l'innovation consiste dans l'introduction d'une participation aux bénéfices en faveur de l'Etat dans l'exploitation des mines.

M. Perrier dit qu'il faut intensifier la production du charbon et il préconise la mise en valeur des forces hydrauliques.

M. Loucheur soutient le projet et la discussion des divers articles est renvoyée au lendemain.

Sénat

Séance du 3 décembre 1918

M. Gaudin de Villaine pose une question au ministre des régions libérées sur la mise en culture des terres de ces régions. M. Lebrun répond que le projet est à l'étude et qu'avant peu il sera appliqué.

L'incident est clos. M. Klotz donne connaissance au Sénat des résultats de l'emprunt de la Victoire.

Le Sénat vote le projet sur la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et des faillis.

CHRONIQUE LOCALE

Les manœuvres bolchevistes

Encore un avertissement qui n'est pas douteux ! Il est donné par M. Henri Coutant, député, qui fait prisonnier, est resté pendant 3 ans dans les geôles boches.

M. Coutant a dit, samedi, à la Chambre, tout ce que lui et ses compagnons de captivité avaient souffert physiquement, et il a raconté de quelle façon la chiourme du Kaiser traitait les prisonniers.

Les officiers français étaient frappés à coups de crosse et souvent, privés de nourriture ; ils étaient obligés d'aller chercher leur nourriture dans les poubelles !...

« Jugez par cela, a-t-il dit, des souffrances et des tortures de nos simples soldats. Le régime boche a été atroce. »

Ces déclarations viennent confirmer celles qui ont été faites, il y a quelques jours, par d'autres députés socialistes également de retour de captivité ; elles corroborent les plaintes des soldats prisonniers rentrés en France.

Mais ce que M. Coutant a surtout proclamé, c'est sa méfiance absolue dans les sentiments démocratiques affichés et criés par les Boches, en ce moment.

« Ne croyez pas aux promesses des pouvoirs publics boches, a-t-il dit. Ne croyez pas à la signature des Allemands, à aucune signature. Il ne faut pas croire, non plus, à leur changement de régime. Les dirigeants actuels veulent sauver le plus possible et ils comptent pour cela sur la générosité du peuple français. Eh bien, le peuple français ne peut pas, ne doit pas oublier. Si vous aviez vu l'Allemagne, vous comprendriez que tous ces sentiments démocratiques ne sont qu'une comédie pour nous. »

M. Henri Coutant est député socialiste : ses amis qui l'ont entendu, mettront-ils en doute sa parole ?

Comprendront-ils, enfin, que ce n'est pas l'indulgence que méritent les Boches, mais que c'est au contraire, le châtiement dans toute sa rigueur ?

Le misérable sozio-démocrate Erzberger, le chien couchant du Kaiser,

préposé aujourd'hui à la propagande boche chez les neutres et chez les Alliés, à l'audace d'affirmer que les prisonniers français ont été choyés jusque dans les camps de représailles !

Eh bien, est-ce qu'entre la parole de Coutant, prisonnier français et celle du sinistre chef de la choumme boche, un Français aussi marxiste fut-il, peut, doit hésiter ? A-t-il même le droit d'entendre les explications intéressées et pleurnichardes des sozios boches qui ont peur du châtiement ?

Hélas ! il y a des Français qui sont, malgré tout, de l'avis d'Erzberger : ils ont le toupet de protester contre le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, de demander que des adoucissements soient apportés dans les conditions imposées aux Boches, et que les populations qui ont affamé nos prisonniers soient ravitaillées !

Une bande de bolcheviks éparpillée dans l'intérieur des pays alliés répand ces infamies. Bien mieux, depuis quelques jours, disent les *Informations Parisiennes*, sont distribués dans les usines des tracts où, dans un style qui révèle son origine, on y injurie M. Clemenceau, on se répend en récriminations « contre la perfide Albion qui veut nous entraîner dans une politique de conquêtes impériales ».

De pareilles propagandes sont navrantes ; elles sont surtout injurieuses pour tous nos morts, nos mutilés, et pour ces malheureux qui reviennent des bagnes boches avec la peau et les os.

L'or boche n'est pas épuisé : il y en a encore pour payer les bolcheviks qui font cette propagande immonde. Malgré tout, ayons confiance dans le bon sens, la clairvoyance, la loyauté du peuple français. Et puis Clemenceau a gagné la guerre : il gagnera bien la paix.

Nos plantations ne seront plus abattues

Sur la demande des services de la guerre et de l'armement, le ministre des travaux publics a dû, au cours des hostilités, autoriser fréquemment l'abatage pour les besoins de la défense nationale d'une partie des plantations des routes nationales et des canaux.

Ces besoins ne présentant plus la même urgence, M. Jules Cels, sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics et des transports, vient d'inviter les ingénieurs en chef à surseoir à tous abatages de ces plantations. Satisfaction est ainsi donnée aux « desiderata » fréquemment exprimés par les Conseils généraux, les municipalités, les populations et les sociétés.

Cette décision sera la bienvenue. Certes, la défense nationale exigeait des quantités énormes de bois. On ne pouvait pas les refuser.

Mais que de coupes mal faites et inutiles ! Dans certaines régions, des bois superbes n'existent plus, les arbres sont tombés sous la hache des tâcherons, au service d'entrepreneurs qui avaient, sans doute, le souci de servir les intérêts de la défense nationale, mais de « placer » le plus de bois possible, car le bois était si bien payé !

M. Cels a bien fait de mettre un terme à ces coupes exagérées puisqu'aussi bien aujourd'hui elles sont totalement inutiles.

Il faudra veiller

Plus que jamais, il faudra surveiller les frontières si on ne veut pas être infesté par les Boches. Les journaux rapportent le fait suivant :

La police vient d'arrêter à Nancy un garçon de café allemand ayant servi en 1914 à Nancy et à Paris. Cet indésirable se glissa dans les rangs d'un convoi de prisonniers français et put ainsi franchir sans peine la frontière. Il reçut à Nancy, l'hospitalité d'un de ses anciens collègues, et se présenta chez le patron qu'il avait quitté pour s'enrôler dans un régiment d'artillerie boche. Cet excès de confiance a

conduit l'indésirable à la maison d'arrêt.

Déjà ! La paix n'est pas encore signée et les Boches s'apprêtent à venir s'installer en France !

Il faudra se méfier, car beaucoup de ces indésirables arriveront munis de papiers volés sur des prisonniers français, anglais ou américains. Il est à souhaiter qu'un contrôle rigoureux soit établi qui veillera à l'identification des individus qui paraîtront suspects.

Ce ne sera pas facile, puisque pendant la guerre, des indésirables ont pu se faufler, et vivre en France, en dépit de toutes les protestations.

La 15^e citation

Voici le texte de la dernière citation à l'ordre de l'armée obtenue par notre vaillant compatriote le capitaine Georges Delmas :

Delmas, Georges, capitaine au 116^e R. I. « Entraîneur d'hommes hors ligne. Dans les journées des 29, 30 sept. 1^{er} et 2 oct. 1918 a enlevé les objectifs successifs qui lui étaient assignés avec un enthousiasme et une impétuosité superbes, réduisant de nombreux trucs de mitrailleuses, capturant une batterie de 77, faisant un grand nombre de prisonniers. »

Arrêté par ordre, a maintenu intégralement ses positions. Attaqué par des forces importantes, a non seulement brisé l'attaque mais s'est élancé sur l'ennemi, le bousculant à sa base de départ et lui faisant de nombreux prisonniers dont un officier. »

Nous adressons à notre vaillant compatriote et ami qui est actuellement complètement remis de ses blessures, nos bien vives félicitations.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote Claude Cavarroc, soldat au 88^e d'infanterie, a été cité pour la deuxième fois en ces termes : « Soldat radiotélégraphiste très méritant. A assuré du 23 août au 10 septembre 1918, le service d'un poste de première ligne dans des circonstances difficiles et sous le feu incessant de l'ennemi. » Nos félicitations.

Service des prisonniers de guerre

M. Jeanmaire, capitaine de réserve au 9^e régiment de hussards est affecté au service des Prisonniers de guerre et affecté à la 17^e région.

Enseignement secondaire

Nous apprenons que Mlle Leyrisse, certifiée d'anglais, est nommée professeur au collège de Figeac en remplacement de M. Rivière, nommé au lycée d'Agen.

Commissariat de police

Au tableau d'avancement pour 1918, des fonctionnaires relevant des services actifs de la Sûreté Générale, nous lisons le nom de M. Meynier, commissaire de police à Tourcoing, qui est proposé pour la 1^{re} classe de son grade.

M. Meynier qui est le fils de l'ancien commissaire de police de Cahors et qui, par son mariage, est devenu un de nos compatriotes, était à Tourcoing au début des hostilités. Fait prisonnier par les Boches, il est rentré en France au lendemain de l'armistice. Nous lui adressons nos félicitations.

Pour le Fanion

Pour le fanion du 3^e bataillon du 7^e, nous recevons la somme de 15 fr. qui nous est adressée par Mlle Rose Pradels, de Cénac, « à la mémoire de son cher papa, lieutenant, commandant la 10^e compagnie du 7^e d'infanterie. »

Bien que la liste fût close, nous n'avons pas cru devoir refuser cette souscription et nous l'avons remise à M. Chéry.

Chèques postaux

L'ouverture du bureau de chèques postaux créé à Toulouse a été fixée au 1^{er} décembre.

Ce service est installé rue de l'Esquil dans l'immeuble de l'ancien petit séminaire.

Histoire de chasse

Un beau coup de fusil

Un de nos correspondants nous fait part d'un exploit cynégétique dont un de ses amis et lui ont été les héros le 1^{er} décembre, à un kilomètre environ de la commune de Lamagdelaine (près Cahors).

Ils étaient partis à la chasse aux lapins, et ils avaient avec eux un chien boche, Fritz, un berger westphalien, un policier remarquablement intelligent, très bien dressé à bousillonner.

Vers 4 heures 1/2 la nuit tombait. Les chasseurs rentraient bredouilles. Une dernière tentative dans le « bois du Chantre » en rentrant à la maison.

Les deux chasseurs et le chien étaient sous le bois depuis 5 minutes à peine, quand un grand bruit se fit dans le fourré et aussitôt défila devant eux, à trente mètres, un énorme sanglier.

Les fusils étaient chargés à 5 et à 3. Deux détonations et... le sanglier poursuivit sa course. Fritz abandonne les marçassins qui grimpent la montagne, et se met à la poursuite du blessé, car un des chasseurs a vu le sanglier « s'asseoir sur le coup ».

Ici, laissons la parole à notre correspondant.

« Mais, nous écrit-il, nous n'apercevons plus ni chien ni bête. Pendant un gros quart d'heure, ni sifflet, ni appel ne ramènent Fritz. Il se fait tard ; nous sommes inquiets sur le sort du chien. Cependant il revient, nous regarde et repart au galop. Nous le suivons de nos jambes et surtout des yeux ; nous dévalons le coteau et nous le rejoignons dans le chemin qui borde les prés au bas du versant opposé de la montagne. Il revient à nous. Puis, conscient sans doute du devoir accompli, Fritz s'égare d'abord vers le ruisseau et s'y désaltère et s'y baigne. Nous doutons de sa « franchise ». Nous croyons qu'il nous mystifie. Mais le voilà qui joyeusement franchit de nouveau le talus, reprend sa course devant nous sur le chemin et bientôt grimpe de nouveau sur le coteau et nous conduit à l'endroit où gît la bête morte. Nous donnons le coup de grâce et après avoir « félicité » chien et tireur, nous nous mettons en devoir de traîner le « fauve » sur le chemin.

Trop lourd, nous l'abandonnons et nous allons chercher mon vieux sapin. Il était 7 heures quand nous pouvions mettre « à l'abri » la bête dont les « orphelins » nous avaient échappé. Nous la mettons sur la bascule : cent vingt-cinq livres. Beau coup de fusil, n'est-ce pas, et quelques pommes de terre sauvées. Aujourd'hui « exposition » devant la porte de ma maison. Il y a des visiteurs qui se réjouissent... pour leurs récoltes. »

Lauzès

M. Adam, percepteur à Fismes, dut quitter ce poste, lors de l'invasion, et fut nommé provisoirement à la perception de Cabrerets.

Mais par suite du recul de l'ennemi et de l'avance de nos braves poilus, Fismes est reconquis, et M. Adam a été invité à rejoindre son ancien poste.

Dans ces conditions et en attendant qu'un titulaire soit nommé à Cabrerets, la perception de cette localité est rattachée à celle de Lauzès.

M. Monceau, percepteur à Lauzès, est donc chargé de la gestion de la perception de Cabrerets. Il informe les contribuables de cette perception, que le 21 de chaque mois (jour de foire à Cabrerets), il se tiendra, toute la journée, à leur disposition.

Probité

Mme Bonave, grainetière, place du Marché, a trouvé sur la voie publique un portefeuille contenant une somme assez importante qu'elle s'est empressée de déposer au commissariat.

Ce portefeuille appartenait à un réfugié de la caserne Canrobert.

Cambricoleurs

Dans la nuit de vendredi à samedi, des individus se sont introduits, à l'aide d'effraction, dans l'atelier de M. Marmette, mécanicien qui répare et qui ont soustrait un certain nombre d'outils d'une assez grande valeur.

Une enquête est ouverte.

Marché de la Villette

Au marché de la Villette, il a été expédié du Lot pendant le mois de novembre 1818, 2.036 moutons.

Tribunal correctionnel

Le tribunal pour enfants s'est occupé de l'agression contre une épicière, dont nous avons parlé récemment.

Les deux inculpés, âgés respectivement de 15 et 13 ans, ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, mais L. T..., 15 ans, sera envoyé jusqu'à 21 ans dans une colonie pénitentiaire.

M. L..., 13 ans, sera rendu à sa famille.

Catus

Néologie. — Nous apprenons avec regret le deuil cruel qui vient de frapper notre excellent collaborateur et ami Armand Lagaspie. Sa vieille mère est décédée lundi, après quelques semaines de maladie.

Très estimée dans la commune de Catus, Mme Lagaspie laissera de vifs regrets et le souvenir d'une femme de bien.

Ses obsèques ont eu lieu mercredi matin. Une foule considérable de parents et d'amis ont accompagné à sa dernière demeure la regrettée disparue.

Nous prions notre ami Armand Lagaspie, Mme et Mlle Lagaspie et la famille d'agréer nos sincères condoléances.

Lauzès

M. Adam, percepteur à Fismes, dut quitter ce poste, lors de l'invasion, et fut nommé provisoirement à la perception de Cabrerets.

Mais par suite du recul de l'ennemi et de l'avance de nos braves poilus, Fismes est reconquis, et M. Adam a été invité à rejoindre son ancien poste.

Dans ces conditions et en attendant qu'un titulaire soit nommé à Cabrerets, la perception de cette localité est rattachée à celle de Lauzès.

M. Monceau, percepteur à Lauzès, est donc chargé de la gestion de la perception de Cabrerets. Il informe les contribuables de cette perception, que le 21 de chaque mois (jour de foire à Cabrerets), il se tiendra, toute la journée, à leur disposition.

Figeac

M. Franchet, professeur de première au collège de Figeac, sergent au 6^e d'infanterie, a été cité en ces termes :

« Sous-officier d'un dévouement et d'un courage remarquables. A entraîné brillamment sa demi-section à l'assaut des positions ennemies. A été blessé grièvement au cours de l'engagement. »

Une blessure antérieure. Félicitations.

Saint-Félix

A qui la pouliche. — Dans la soirée de lundi dernier le sympathique facteur auxiliaire des communes de Lunan et de St-Félix, M. Gaston Calmon, ayant rencontré au bas de la côte de Figeac, une jeune pouliche échappée à son propriétaire, l'a apprivoisée et arrêtée. Il l'a aussitôt conduite chez M. Maury, le restaurateur bien connu, près le Pont du Pin à Figeac, qui la tient à la disposition de son propriétaire.

Nos félicitations à M. Calmon dont les actes de probité ne se comptent plus.

Lunan

Société de secours mutuels. — Le Conseil d'administration de la Société de secours mutuels des instituteurs et institutrices du département du Lot se réunira à Figeac, école de garçons, le jeudi 19 décembre.

Les sociétaires qui ont à présenter une demande de secours sont priés de l'adresser sans retard au Président, par l'intermédiaire du délégué cantonal (Communiqué).

Gourdon

Foire. — Contrariée par une pluie continue, notre foire du 30 novembre dernier, dite de la Sainte-Catherine, n'a pas eu son importance habituelle.

Cours pratiqués : Bœufs gras, 170 à 200 fr. les 100 kilos ; bœufs d'attelage, 1.200 à 1.800 fr. la paire ; cochons gras, 280 à 360 fr. les 100 kilos ; porcelets, 30 à 60 fr., selon grosseur.

Comme on peut le constater, il y a eu une hausse très sensible sur les bœufs et les cochons gras et une forte baisse sur les petits cochons.

Brebis, 140 à 105 fr. pièce ; moutons gras, 120 à 140 fr. les 100 kilos.

Poulets à 5 fr. le kilo ; œufs, très rares, de 4 fr. à 4 fr. 50 la douzaine ; oies grasses, 8 à 10 fr. le kilo ; truffes, 6 à 8 fr. le kilo ; lièvres, 5 fr. 50 le kilo ; noix, 50 à 52 fr. le sac de 90 litres ; châtaignes, 38 à 42 fr. les 90 litres.

Jardinage abondant, mais cher.

Cambricoleurs. — Plusieurs audacieux cambricoleurs se sont introduits dans le garage et le magasin de Mme Hébrard, situés avenue Gambetta, en face du pont de la gare, en brisant des carreaux d'une croisée de derrière. Ils avaient certainement compté de dérober des bicyclettes, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte par leurs préparatifs, mais dérangés sans doute par quelque voyageur attardé ou par quelque marchand arrivant pour la foire du lendemain, ils d'égarpèrent en emportant seulement de menus objets : clefs anglaises, chronomètres d'auto, chaînes de bicyclettes, etc.

Les gendarmes ont pu relever des empreintes de pas sur le plancher et de très nombreuses taches de sang provenant des blessures qu'ils s'étaient faites aux mains en enfonçant les vitres des croisées pour entrer.

On espère, grâce à ces indices, mettre la main sur ces malandrins sans trop tarder.

REMERCIEMENTS

Madame et Monsieur Pierre BOURGNOU et leur famille ; Madame et Monsieur Julien BOURGNOU, négociants et leurs enfants ; Madame et Monsieur Jean BOURGNOU, élève en pharmacie, aux armées ; Les familles BOURGNOU, CASSAGNE, BAUDEL, SAURET, MARMIESSE et tous les autres parents, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont donné des marques de sympathie ainsi que celles qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Madame veuve BOURGNOU née CASSAGNE

On achète

bon prix bouteilles genre champagne et litres tout modèle.

Faire offre à J. FOUCAULT, Confiseur 1 rue de la Brasserie.

ARRIVAGE DE CARBURE DE CALCIUM

Livraison rapide

HÉNAULT, à Libourne (Gironde).

Le propriétaire-gérant : A. COUESLANT

NOS DEPECHEES

Au moment de mettre sous presse à 17 h., nous n'avons reçu qu'un seul télégramme, avec un retard de 2 heures. Le « fit direct » fonctionne à la perfection !...

Nous nous attendions à ce retard.

Ce matin, arrivait de Paris un client de l'imprimerie qui venait pour un travail urgent. Il nous avait annoncé sa visite par un télégramme remis dans un bureau de Paris, hier, à 14 heures. CE SOIR, à 17 h., ce télégramme n'est pas encore parvenu à Cahors !!!!!

Paris, 12 h. 28.

Les Souverains Belges

La réception populaire des souverains Belges s'annonce comme excessivement enthousiaste. Temps gris mais sec.

Les souverains seront accompagnés du ministre belge des Affaires Etrangères.

A Saint-Gervais

La reine Elisabeth a demandé à visiter, demain, l'église St-Gervais où tombèrent tant de victimes lors du bombardement du canon à longue portée.

A Berlin

De Berne : Le journal officiel du groupe Spartacus de Berlin écrit : Nous demandons l'institution immédiate d'un tribunal révolutionnaire pour juger tous les Hohenzollern et Bethmann-Hollweg. Le prolétariat allemand doit éradiquer les complices du plus grand crime de l'Histoire, afin de pouvoir paraître devant les autres prolétaires.

La crise espagnole

De Madrid : Le Comte de Romanos a déclaré que son ministère était constitué. Il prêterait serment aujourd'hui. La liste n'est pas encore connue. M. Alba reprendra le ministère des finances.

L'extradition du Kaiser

De Londres : Les Alliés n'attendent plus que la confirmation du président Wilson pour demander l'extradition du Kaiser.

Les élections anglaises

De Londres : Les résultats des élections déjà connus montrent que les femmes ont peu de chance d'être élues.

Eitel en Suisse

De Zurich : Le prince Eitel, le second fils du Kaiser est arrivé ici.

LA GRANDE ÉPREUVE

PAR M. DESCHAMPS

CHAPITRE II

PÈRE ET FILS

(Suite)

François ne répondit pas : il avait deviné que son père lui conseillait les distractions coupables qui émoussent la sensibilité des jeunes gens, qui les font se fourvoyer dans des aventures qui compromettent leur avenir et font de pitoyables victimes de celles qu'ils ont abusés.

François s'était dit : « Je n'aimerais qu'une fois dans ma vie ; j'arriverai au mariage avec toutes mes croyances et mes illusions. Celle que j'aimerais, de toute l'ardeur de ma foi et de mon respect, sera mon épouse, la mère de mes enfants. Je ne viendrai pas à elle avec un cœur désabusé, épuisé, déçu et désenchanté. Je me marierai jeune, sans triner derrière moi des regrets ou des remords... »

Sa nature loyale le portait vers une ligne de conduite droite et réso-

lue. Une immense pitié lui angoissait le cœur à la seule pensée de déclarer à Madeleine qu'il ne pourrait pas l'épouser ; que des obstacles imaginaires ou réels se dressaient entre eux ; qu'il lui avait menti en lui faisant, avec ses lèvres, avec ses yeux, avec son âme, une promesse solennelle.

Non, jamais il ne pourrait, pour épargner un chagrin à son père qu'il aimait, jeter celle qui attendait de lui tout le bonheur de sa vie, dans un abîme de désespoir.

Il comprenait, à l'attitude de son père, correcte, aimable, mais d'une amabilité forcée, que M. Delaunay serait inflexible et n'admettrait pour son fils qu'un mariage qui donnerait des satisfactions à sa vanité.

Le jeune homme comprenait que son père comptait pour rien toutes les satisfactions du cœur et il n'osait plus aborder la question qui les diviserait.

Son père ne manquait jamais, dans leurs entretiens, de citer des exemples de jeunes gens qui s'étaient mariés contre le gré de leurs parents et qui avaient déchanté, par cet acte d'insoumission, des fatalités terribles. Constamment, en toutes circonstances, il faisait des allusions à ce mariage qui lui semblait absurde bien qu'il ne le connût pas et que son fils ne lui en eût pas encore parlé et que François avait projeté. Il multipliait

les occasions de démontrer que les seules unions heureuses sont celles qui sont réglées sur des questions de convenances réciproques. Il baillait en brèche, d'avance, tous les arguments que son fils pourrait essayer de faire valoir.

François se taisait. Il s'efforçait de prouver à son père qu'il était respectueux de son autorité, qu'il rendait hommage à ses qualités. Il travaillait à l'usine avec une ardeur débordante. Pour donner de la satisfaction à son père, il s'était mis à tout : à la fabrication, à la comptabilité, à la correspondance.

Il avait fait preuve de fermeté dans un conflit qui s'était élevé entre deux contre-maîtres jaloux l'un de l'autre, aigris et qui sous l'empire des suggestions de la colère, s'étaient adressés des injures et des insultes à l'atelier.

Vous avez tort tous deux, leur avait-il dit, en présence des ouvriers. Votre devoir est de donner l'exemple de la correction et de la fraternité entre des ouvriers du même pays ; si vous ne vous tenez pas la main cordialement, sans arrière-pensée, je me verrai contraint de demander votre renvoi immédiat à mon père.

Sans une hésitation les deux contre-maîtres avaient reconnu leurs torts, s'étaient serrés la main et avaient eu la surprise, à la fin de la semaine, d'être appelés au bureau pour y apprendre qu'une augmenta-

tion de traitement leur était accordée sur les instances de M. François.

Le jeune homme était appliqué, attentif, consciencieux et laborieux. Il avait pris à tâche de démontrer à son père qu'il était capable de volonté, d'initiative, de réflexion. Il voulait forcer l'intérêt de M. Delaunay par son assiduité au travail et il pensait : « Si mon père est tout à fait content de moi, s'il n'a pas le plus petit grief à me reprocher, il me consentira bien la faveur de me laisser aimer celle que j'ai le devoir d'aimer, celle que je ne puis pas ne pas aimer. »

Un peu de froideur s'était glissée dans leurs relations. Le père avait compris par le déploiement d'activité du fils que ce dernier s'appliquait à être irréprochable pour n'être pas contrarié quand il manifesterait sa volonté arrêtée de faire ce que M. Delaunay s'obstinait à considérer comme un mariage ridicule.

L'usurier de son côté, se montrait plein de bonhomie et de confiance.

Il laissait à son fils toutes les libertés le grondait de ne pas lui payer dans la caisse pour se procurer des distractions ; lui conseillait de faire des voyages, de prendre de l'agrément. Il le comblait de présents, lui reprochait en souriant d'être trop grave, trop sérieux pour son âge, d'avoir trop de goût pour les lectures romanesques et pour les rêveries solitaires.

A chaque preuve de générosité

qu'il recevait de son père, François sentait cette arrière-pensée que M. M. Delaunay ne formulait pas mais qu'il laissait percer : « Comment pourrais-tu avoir le cœur assez ingrat pour faire le désespoir d'un père aussi bon, qui cherche toutes les occasions de te combler de gâteries ? Vois, je ne te demande que d'être heureux, de dépenser beaucoup d'argent pour ton plaisir ; je ne te refuse aucune de tes fantaisies les plus coûteuses ; je te laisse libre de faire tout ce qui te plaît. En échange de tant d'affection, je te demande seulement de ne pas contracter un mariage que je ne puis pas considérer autrement que comme une catastrophe. Il y a, dans nos relations, autour de nous beaucoup de jeunes filles pourvues de belles dotes, cherche parmi celles-là, celle en qui tu trouveras ce que tu crois avoir trouvé ailleurs. »

Voilà ce que disaient avec éloquentes les restrictions et les sous-entendus de M. Delaunay.

Dans leurs entretiens, le nom de Mlle de Fontanes revenait toujours comme par hasard ; mais l'industriel s'apercevait que son obstination à vouloir diriger de force l'esprit de son fils dans cette direction manquait son but.

De temps en temps, François trouvait le moyen de rencontrer Madeleine, de lui adresser quelques paroles furtives, de la regarder longuement, éperdument, et ces rencontres

avaient pour résultat de lui faire comprendre davantage à quel point il l'aimait.

Tout lui plaisait en elle : tout en elle avait été créé pour son enchantement. Le regard de Madeleine contenait un philtre qui l'ensorcelait, qui lui donnait le goût de la vertu, de la pureté, des nobles et grandes choses.

Il se sentait meilleur rien que d'avoir échangé quelques paroles avec la jeune fille.

Les minutes qu'il passait auprès d'elle lui semblaient incomparablement précieuses et faisaient l'ornement de sa vie.

Il éprouvait à ses côtés ce que Don Juan lui-même n'a éprouvé qu'une fois et qui suffit à parfumer toute une vie ; cet instant divin, fait du silence que les pudeurs n'osent pas rompre, ces prompts et furtives intelligences des cœurs, ce frisson que donne le contact d'une main qui tremble, cette tendresse ineffable et exquise qui inspire des timidités et des confusions soudaines à deux êtres qui n'en font qu'un, cette douce chaleur née de la confiance, du bonheur de s'être rencontrés, de la certitude d'une longue suite de jours débordant de tendresse et qui fait éclore le cœur doucement comme les effluves tièdes et parfumés du printemps incitent le bouton de rose à déplier ses pétales et à s'épanouir.

(A suivre).